

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
28 octobre 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 3 octobre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Conseil
d'administration de la Commission d'indemnisation
des Nations Unies**

Le Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies a achevé sa quarante-cinquième session, qui s'est tenue à Genève du 1er au 3 octobre 2002. Une réunion du Comité pour les questions administratives a eu lieu le 2 octobre 2002.

Des représentants du Koweït, de l'Iraq, de la République islamique d'Iran, des Philippines et de la Palestine ont fait des déclarations devant le Conseil durant sa séance plénière d'ouverture. Les déclarations des délégations sont envoyées par courrier avec l'original de la présente lettre.

Durant la session, le Conseil a examiné sept rapports et les recommandations formulées par les comités de commissaires au sujet des réclamations des catégories D, E2, E3, E4, F4 et E/F. Le rapport pour la catégorie D concerne l'examen de réclamations individuelles pour pertes et préjudices dépassant 100 000 dollars; le rapport pour la catégorie E2 concerne l'examen de réclamations présentées au nom de sociétés ou d'autres entités commerciales non constituées au Koweït; le rapport pour la catégorie E3 concerne l'examen de réclamations émanant de sociétés du secteur du bâtiment et des travaux publics et de sociétés d'ingénierie non koweïtiennes; les rapports pour la catégorie E4 concernent l'examen de réclamations émanant de sociétés koweïtiennes; le rapport pour la catégorie F4 concerne l'examen de réclamations ayant trait à l'environnement et le rapport pour la catégorie E/F concerne l'examen de réclamations en matière d'assurance soumises au titre de la catégorie E. Les tableaux donnent des indications détaillées sur le montant des sommes réclamées figurant dans les rapports et celui des indemnités accordées par le Conseil d'administration. Le montant total des indemnités accordées au titre de tous les rapports approuvés à la présente session est d'environ 1 milliard de dollars. Le Conseil a également examiné le rapport spécial et les recommandations des comités de commissaires E4 et E4A concernant les réclamations qui en recoupent d'autres, soit 18 réclamations de la catégorie E4 qui ont été réexaminées afin de déterminer s'il existait un chevauchement entre ces dernières et les réclamations des catégories C et D concernant des pertes et préjudices subis par des sociétés en rapport avec un requérant de la catégorie E4, comme suite à la décision 123 du Conseil d'administration. Des ajustements ont été apportés, le cas échéant, aux montants précédemment recommandés concernant les réclamations de la catégorie E4, pour les réclamations figurant dans le rapport.



Le Conseil d'administration a examiné le rapport du Secrétaire exécutif intitulé « Résumé des activités », qui couvre la période du 1er mai au 31 juillet 2002. Ce rapport porte sur le traitement des réclamations, le retrait de réclamations et le versement des indemnités approuvées.

Le Conseil s'est penché sur diverses questions ayant trait au traitement des réclamations et au versement des indemnités; il a notamment examiné le dix-neuvième rapport présenté par le Secrétaire exécutif en application de l'article 41 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations, et il a approuvé les ajustements à apporter au montant des indemnités accordées pour certaines réclamations des catégories A, C et D.

Le Conseil a poursuivi l'examen des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport daté du 18 juillet 2002. Il a en particulier débattu de la recommandation relative au contrôle de la distribution des fonds, dans laquelle le Comité demandait que les gouvernements auxquels des fonds sont transférés aux fins de distribution aux requérants dont la réclamation avait abouti soient tenus de fournir un certificat d'audit, indépendamment des dispositions prévues dans la décision 18 du Conseil d'administration. Le Conseil a également examiné la recommandation du Comité des commissaires aux comptes concernant la création d'un comité de vérification des comptes, à la lumière d'une note d'information du secrétariat datée du 25 septembre 2002. Le Conseil a continué à examiner diverses questions de vérification liées au contrôle interne exercé par le Bureau des services de contrôle interne, y compris la désignation d'un deuxième vérificateur interne, ainsi que les recommandations formulées par le Bureau concernant le rapport et les recommandations du Comité de commissaires relatives à la première tranche des réclamations de la catégorie F2.

Le Conseil a recommandé que ces questions, de même que toutes les autres recommandations figurant dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes, soient renvoyées au Groupe de travail qui en poursuivrait l'examen lors d'une réunion officieuse, de sorte que le Conseil d'administration puisse en reprendre l'examen à sa prochaine session.

Le Conseil a poursuivi l'examen de la question de la politique d'archivage et d'élimination des dossiers de la Commission d'indemnisation. Il a décidé de maintenir cette question à l'étude et l'a renvoyée au Groupe de travail pour qu'il en poursuive l'examen lors d'une réunion officieuse à la lumière d'informations complémentaires que devait fournir le secrétariat.

Le Conseil a poursuivi l'examen de la demande du Gouvernement de la République arabe syrienne tendant à ce qu'une question relative à une réclamation de la catégorie E présentée pour le compte d'une entreprise par le Gouvernement israélien soit portée à l'attention du Conseil. Le Conseil a décidé de renvoyer cette question au Groupe de travail qui en poursuivrait l'examen lors d'une réunion officieuse; le Conseil d'administration en reprendrait l'examen à sa prochaine session, en décembre 2002. La délégation de la République arabe syrienne a demandé que, lors de tout futur débat, cette question soit examinée en priorité.

Le Conseil a poursuivi l'examen de la demande formulée par le Gouvernement libanais concernant la présentation tardive d'un certain nombre de réclamations des catégories A et C. Ayant examiné toutes les questions et informations à ce sujet et préoccupé de ce que les intéressés n'avaient peut-être pas eu réellement la possibilité de présenter leurs réclamations avant la date limite fixée, le Conseil a décidé que les réclamations « tardives » des 16 requérants libanais seraient soumises au Comité de commissaires D1, qui les passerait en revue afin de déterminer dans chaque cas si les requérants avaient eu ou non la possibilité de les présenter dans le délai fixé par le Conseil d'administration. Pour décider s'il y avait lieu d'accepter ces réclamations en tant que « réclamations tardives », le Comité de commissaires D1 prendra en compte la situation particulière de chacun des requérants et déterminera si les critères établis en ce qui concerne la présentation tardive de réclamations, à savoir l'existence d'une situation de guerre ou de troubles civils et un élément de preuve montrant que l'intéressé avait effectivement tenté de présenter sa réclamation dans le délai fixé, sont satisfaits.

Le Conseil a examiné les demandes présentées par les délégations de la République islamique d'Iran et des Philippines lors de la séance plénière d'ouverture de la session concernant la présentation tardive de réclamations. Il a prié le secrétariat d'établir une note d'information sur ces demandes et a décidé que le Groupe de travail poursuivrait l'examen de la question lors d'une réunion officielle.

Le Conseil a en outre pris note, après examen, du rapport du Secrétaire exécutif sur la distribution des indemnités, la transparence et la restitution des indemnités non distribuées et il a prié le secrétariat de continuer à l'informer des rapports présentés par les gouvernements et les organisations internationales sur la distribution des indemnités et la restitution des fonds non distribués.

Un rapport oral a été présenté au Conseil sur la réunion du Comité pour les questions administratives tenue le 2 octobre 2002 aux fins de l'examen de la demande de fonds présentée par le secrétariat au titre du programme palestinien de « réclamations tardives » pour 2002. À cette réunion, le secrétariat avait informé le Comité que le nombre de réclamations présentées à la Commission au titre de ce programme (soit environ 40 000 réclamations des catégories C et D) était beaucoup plus élevé qu'on ne le prévoyait initialement, que l'ampleur du travail qui en découlait avait largement excédé les ressources disponibles et que des fonds supplémentaires étaient nécessaires pour continuer à traiter ces réclamations. À la suite d'un débat, le Comité a approuvé par consensus la demande de fonds supplémentaires présentée par le secrétariat au titre de ce programme pour le reste de l'exercice 2002, pour un montant de 727 190 dollars. Le Comité a en outre décidé de tenir sa réunion suivante le 27 novembre 2002. Le rapport du Comité pour les questions administratives au Conseil d'administration sera envoyé avec l'original de la présente lettre.

Enfin, le Conseil d'administration a décidé de tenir sa quarante-sixième session du 10 au 12 décembre 2002.

À ce jour, la Commission a accordé plus de 43,6 milliards de dollars d'indemnités, compte tenu de celles approuvées à sa quarante-quatrième session. Sur ce total, plus de 15,5 milliards de dollars (toutes catégories de réclamations confondues) ont été mis à la disposition de gouvernements ou d'organisations internationales pour distribution aux requérants dont la demande a abouti. Conformément la décision 100 du Conseil, les indemnités approuvées par celui-ci au cours de sa quarante-cinquième session seront mises en paiement le 24 octobre 2002.

Le Président du Conseil d'administration
(*Signé*) Sverre Bergh **Johansen**

Annexe I

Résumé des recommandations

A. Rapport et recommandations du Comité de commissaires D2 concernant la première partie de la quatorzième tranche des réclamations individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars (réclamations de la catégorie D) (S/AC.26/2002/21)

<i>Pays</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</i>	<i>Montant de l'indemnité demandée (dollars É.-U.)</i>	<i>Montant de l'indemnité recommandée (dollars É.-U.)</i>
Autriche	1	—	148 866,98	104 285,26
Canada	4	1	1 454 752,70	104 771,93
Jordanie	46	8	27 088 891,36	6 988 970,08
Koweït	224	—	107 916 461,23	77 258 774,72
Pakistan	1	—	1 149 147,10	769 226,76
République arabe syrienne	14	2	5 632 737,16	1 802 986,43
Total	290	11	143 390 856,53	87 029 015,18

B. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la onzième tranche des réclamations de la catégorie E2 (S/AC.26/2002/22)

<i>Pays</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</i>	<i>Montant de l'indemnité demandée (dollars É.-U.)</i>	<i>Montant de l'indemnité recommandée (dollars É.-U.)</i>
Allemagne	16	14	78 513 189	19 834 674
Arabie saoudite	—	1	82 777	Néant
Autriche	1	2	1 386 296	8 512
Belgique	1	—	18 875 000	3 975 000
Chine	5	7	62 082 276	370 169
Chypre	—	1	131 992	Néant
Danemark	—	1	1 107 557	Néant
Égypte	3	21	9 871 436	125 513
Espagne	1	—	454 267	3 011
États-Unis d'Amérique	7	4	4 196 578	1 493 983
France	1	—	752 778	188 544
Grèce	1	—	11 097	11 097
Inde	7	6	477 386	140 730
Irlande	—	2	6 780 212	Néant

<i>Pays</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</i>	<i>Montant de l'indemnité demandée (dollars É.-U.)</i>	<i>Montant de l'indemnité recommandée (dollars É.-U.)</i>
Italie	1	7	2 362 741	8 599
Japon	1	—	7 704 888	1 808 189
Pakistan	3	1	7 272 457	1 309 097
Pays-Bas	8	5	20 939 588	2 443 781
République tchèque	1	1	129 908 809	8 648 305
Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord	31	21	39 793 651	5 125 765
Singapour	—	2	593 040	Néant
Suisse	6	4	11 086 463	1 511 794
Tunisie	1	1	1 515 970	628 385
Turquie	8	7	6 469 831	520 361
Yémen	1	—	578 133	287 290
Total	104	108	412 948 412	48 442 799

C. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la vingt-quatrième tranche des réclamations de la catégorie E3 (S/AC.26/2002/23)

<i>Pays</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</i>	<i>Montant de l'indemnité demandée (dollars É.-U.)</i>	<i>Montant de l'indemnité recommandée (dollars É.-U.)</i>
Allemagne	—	1	2 800 503	Néant
Bangladesh	1	1	24 034 180	2 561 779
Croatie	1	1	9 432 508	105 027
Égypte	1	—	4 050 146	25 000
États-Unis d'Amérique	1	—	108 401	40 160
Inde	—	1	535 121	Néant
Italie	—	2	1 875 515	Néant
Pakistan	1	—	1 238 966	3 000
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	—	1	1 847 437	Néant
Total	5	7	45 922 777	2 734 966

D. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la vingt-deuxième tranche des réclamations de la catégorie E4 (S/AC.26/2002/24)

<i>Pays</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</i>	<i>Montant de l'indemnité demandée (dollars É.-U.)</i>	<i>Montant de l'indemnité recommandée (dollars É.-U.)</i>
Koweït	133	6	138 866 619	58 718 327

E. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la vingt-quatrième tranche des réclamations de la catégorie E4 (S/AC.26/2002/25)

<i>Pays</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</i>	<i>Montant de l'indemnité demandée (dollars É.-U.)</i>	<i>Montant de l'indemnité recommandée (dollars É.-U.)</i>
Koweït	149	2	202 869 180	84 468 462

F. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la deuxième tranche de réclamations de la catégorie F4 (S/AC.26/2002/26)

<i>Pays ou organisation internationale</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</i>	<i>Montant de l'indemnité demandée (dollars É.-U.)</i>	<i>Montant de l'indemnité recommandée (dollars É.-U.)</i>
Allemagne	4	—	28 717 109	2 038 256
Arabie saoudite	5	1	49 798 279	8 291 221
Australie	1	1	20 099	7 777
Canada	2	—	1 252 329	529 923
États-Unis d'Amérique	7	2	9 119 329	3 885 835
Iran (République islamique d')	1	3	64 315 474	67 587
Koweït	1	—	715 344 545	694 375 281
Pays-Bas	—	1	1 974 055	Néant
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1	—	2 219 315	1 891 857
Total	22	8	872 760 534	711 087 737

G. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la troisième tranche de réclamations de la catégorie E/F (S/AC.26/2002/27)

<i>Pays ou organisation internationale</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles une indemnité est recommandée</i>	<i>Nombre de réclamations pour lesquelles il n'est pas recommandé d'indemnité</i>	<i>Montant de l'indemnité demandée (dollars É.-U.)</i>	<i>Montant de l'indemnité recommandée (dollars É.-U.)</i>
Allemagne	1	25	4 438 613 502	866 241
Australie	—	1	26 868 495	Néant
Chypre	1	1	17 826 255	840 698
Finlande	1	—	107 020 227	153 480
France	2	—	13 145 746	1 483 369
Grèce	—	1	741 847	Néant
Israël	—	1	11 000 000	Néant
République tchèque	—	1	52 230 381	Néant
Total	5	30	4 667 446 453	3 343 788

Annexe II

Documents dont la Commission d'indemnisation était saisie à sa quarante-cinquième session

1. Rapport et recommandations du Comité de commissaires D2 concernant la première partie de la quatorzième tranche des réclamations individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars (réclamations de la catégorie D) (S/AC.26/2002/21).
2. Décision concernant la première partie de la quatorzième tranche des réclamations individuelles pour pertes et préjudices d'un montant supérieur à 100 000 dollars (réclamations de la catégorie D) [S/AC.26/Dec.166 (2002)].
3. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la onzième tranche des réclamations de la catégorie E2 (S/AC.26/2002/22).
4. Décision concernant la onzième tranche des réclamations de la catégorie E2 [S/AC.26/Dec.167 (2002)].
5. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la vingt-quatrième tranche des réclamations de la catégorie E3 (S/AC.26/2002/23).
6. Décision concernant la vingt-quatrième tranche des réclamations de la catégorie E3 [S/AC.26/Dec.168 (2002)].
7. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la vingt-deuxième tranche des réclamations de la catégorie E4 (S/AC.26/2002/24).
8. Décision concernant la vingt-deuxième tranche des réclamations de la catégorie E4 [S/AC.26/Dec.169 (2002)].
9. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la vingt-quatrième tranche des réclamations de la catégorie E4 (S/AC.26/2002/25).
10. Décision concernant la vingt-quatrième tranche des réclamations de la catégorie E4 [S/AC.26/Dec.170 (2002)].
11. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la deuxième tranche des réclamations de la catégorie F4 (S/AC.26/2002/26).
12. Décision concernant la deuxième tranche des réclamations de la catégorie F4 [S/AC.26/Dec.171 (2002)].
13. Rapport et recommandations du Comité de commissaires concernant la troisième tranche des réclamations de la catégorie E/F (S/AC.26/2002/27).
14. Décision concernant la troisième tranche des réclamations de la catégorie E/F [S/AC.26/Dec.172 (2002)].
15. Rapport spécial et recommandations des comités de commissaires E4 et E4A concernant les réclamations qui en recourent d'autres (S/AC.26/2002/28).
16. Décision concernant le rapport spécial relatif aux réclamations qui en recourent d'autres [S/AC.26/Dec.173 (2002)].
17. Dix-neuvième rapport présenté par le Secrétaire exécutif en application de l'article 41 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations (S/AC.26/2002/29).

18. Décision concernant les ajustements apportés au montant des indemnités en vertu de l'article 41 des Règles provisoires pour la procédure relative aux réclamations [S/AC.26/Dec.174 (2002)].
